

“Revue de l'Actualité agricole au Canada”, le même jour que parlait le ministre. Cette coïncidence extrêmement regrettable voulait que tous les fonctionnaires du ministère chargés des relations publiques et des rapports avec la presse,—plus nombreux que jamais au cours de notre histoire,—n'eurent pu mieux faire que de publier ce rapport le jour même où le ministre déclarait que l'industrie agricole avait eu sa part du relèvement économique.

**L'hon. M. Martin:** M. Grosart était absent ce jour-là!

**L'hon. M. Pearson:** Dans le rapport publié par le ministère on relève ce qui suit:

En 1959... le revenu agricole net réalisé restera, selon toute attente, très près de celui de 1958.

Mais le gouvernement nous dit que le produit national brut s'augmentera de 7 p. 100. Est-ce ainsi que le cultivateur participera au relèvement? La perspective pour 1960,—voici l'espoir qu'on exprime,—c'est que la situation continuera à s'améliorer dans le secteur industriel de notre économie, et le ministre déclare que sa valeur augmentera de 6 ou 7 p. 100; mais, s'il en était ainsi, il y aurait le danger que j'ai signalé. Or, si ces prévisions se réalisent et qu'il se produit une augmentation de cet ordre, qu'advient-il de l'agriculture? Participera-t-elle à ce relèvement? Voici ce qu'en dit, à la page 8, la publication du ministère:

En 1960, le revenu agricole net sera probablement moins élevé qu'en 1959.

Voilà le verdict qui frappe l'agriculture, de l'avis de ces ministres qui prétendent que le produit national brut pourrait augmenter de 15 p. 100 au cours des deux années en question. L'état coût-prix n'existait plus, ont-ils prétendu, et les cultivateurs jouissaient maintenant d'une part équitable du revenu national. Il y a deux ans seulement les torys clamaient: “Ils disent que nous n'y arriverons pas; mais donnez-nous une chance et vous verrez l'état coût-prix disparaître.”

**L'hon. M. Harkness:** L'honorable député sait-il que le revenu agricole a augmenté de quelque 20 p. 100 en 1958 en comparaison de 1954 et 1955, d'environ 7 p. 100 par rapport à 1956 et de 10 p. 100 par rapport à 1957, tandis que l'année 1959 accuse le revenu le plus élevé que les cultivateurs aient jamais connu au Canada?

**L'hon. M. Pearson:** Je ne l'ignore pas. Je n'ignore pas que le revenu agricole a augmenté, en 1958, comparativement à 1957 et à quelques années plus tôt, des montants que le ministre a révélés, mais je sais aussi que le revenu agricole de l'année qu'il a signalée en particulier était de plus de 100 millions de

[L'hon. M. Pearson.]

dollars de moins que la moyenne de la période décennale précédente.

**L'hon. M. Fleming:** S'agit-il encore d'une statistique à la Martin?

**L'hon. M. Pearson:** Le ministre nie-t-il ce que je viens de dire?

**L'hon. M. Harkness:** Je le nie absolument. Vous feriez bien de faire examiner ces chiffres par votre personnel, car ils sont terriblement erronés.

**L'hon. M. Pearson:** Rien d'étonnant qu'à la lumière de pareil avertissement, le discours du trône ne mentionne l'agriculture cette année qu'en termes très adoucis et que la brillante vision d'il y a deux ou trois ans soit maintenant devenue la sombre prédiction de 1960. Nous aurons l'occasion prochainement de discuter en détail le programme agricole; de fait, il se peut que nous ayons l'occasion de discuter de plus d'un aspect de cette question.

Mais je voudrais tout de même dire quelques mots en ce moment, vu qu'il s'agit de choses qui nous préoccupent tous beaucoup et qui préoccupent aussi tous les cultivateurs du Canada, à propos de la ligne de conduite du gouvernement à l'égard du blé, du porc et des œufs. On se souviendra sans peine de la façon dont nos vis-à-vis, lorsqu'ils siégeaient de ce côté-ci, attaquaient les États-Unis à propos de leur programme d'écoulement d'excédents de blé, et nous attaquaient parce que nous ne faisons rien d'efficace à cet égard. Le 5 mars 1958, pendant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré à Chatham (Ont.):

Nous ne permettrons pas que le cultivateur canadien soit sacrifié par suite du dumping de produits agricoles par les États-Unis.

Deux ans plus tard, on estimait à Washington,—et le ministre me reprendra si je fais une erreur de chiffres, mais je ne crois pas me tromper beaucoup plus qu'avec l'autre chiffre,—

**L'hon. M. Harkness:** Vous ne pouvez manquer d'avoir raison au moins une fois.

**L'hon. M. Pearson:** Deux ans plus tard, on estimait que 68 p. 100 de tout le blé américain exporté l'année précédente l'avait été sous forme de “dons” et que les 32 p. 100 qui restaient étaient subventionnés. Dans l'intervalle, qu'est-il advenu de nos exportations? Pendant l'année-récolte de 1958-1959, nos exportations de blé ont baissé de 26 millions de boisseaux, soit plus de 8 p. 100. Et le ministère de l'Agriculture, à la page 22 de son *Bulletin d'actualités agricoles*, que j'ai déjà mentionné, prévoit une nouvelle baisse en 1959-1960. Qu'est-il advenu de ce programme international d'écoulement du blé,